

## Derrière la dépense publique...

Jean-Marie Harribey

*Politis*, n° 1406, 2 juin 2016

En cette année préélectorale, le gouvernement a pris des mesures pour colmater quelques brèches sociales sur fond d'austérité. Le plan formation-emploi coûte 1,6 Md €, les agriculteurs recevront 900 millions, les fonctionnaires 600, et les jeunes 200. Les entreprises bénéficieront de 400 millions de plus en prolongeant le suramortissement de leurs équipements. Donc 4 Mds de dépenses supplémentaires par rapport à la loi de finance initiale, tandis que des nouvelles restrictions de 3 Mds sont prévues pour 2016 et de 2 Mds de plus en 2017. L'objectif reste de 50 Mds d'économies de 2015 à 2017 : -20 Mds pour la protection sociale, -19 Mds pour l'État et -11 Mds pour les collectivités locales.

Tous les prétendants de la droite dure veulent réduire les dépenses publiques de 100 Mds en 5 ans, supprimer 300 000 postes de fonctionnaires et certains envisagent d'en finir avec le statut de la fonction publique territoriale. Pourquoi se gêner quand on peut profiter du rabâchage sur l'illégitimité de la dépense publique qu'aucun gouvernement prétendument de gauche n'a combattue, au contraire ?

Il faut donc réintroduire un peu de raison dans le débat : qu'y a-t-il derrière la dépense publique ? Primo, le travail qui est effectué par des millions d'enseignants dans les écoles, collèges, lycées, universités, de soignants dans les hôpitaux, de bibliothécaires dans les municipalités, d'éducateurs sportifs dans les quartiers, etc., est un travail productif de services utiles mais aussi de valeur économique comptabilisée dans le PIB (environ 300 Mds annuels). Et sans un sou de profit pour le capital ! Car le paiement des services rendus par le travail dans la sphère monétaire non marchande est socialisé via les impôts et les cotisations sociales. Mais les salaires des fonctionnaires ne sont pas prélevés sur la sphère marchande puisqu'ils sont la contrepartie de leur apport à la valeur *ajoutée*. Les impôts et cotisations sont prélevés sur un produit total déjà augmenté du produit non marchand.<sup>1</sup>

Deuzio, les dépenses de fonctionnement sont toujours fustigées. Mais pourrait-on faire de la recherche dans des labos sans chercheurs ? Tertio, une grande partie des dépenses publiques nourrit l'activité privée. Qui bénéficie des investissements publics, notamment la construction des infrastructures, sinon le BTP (épelez ce sigle pour voir !) ? Où vont les salaires versés aux fonctionnaires, salaires nés de leur valeur ajoutée ? Ils sont largement consommés en s'adressant à la sphère marchande.

Encore un peu de raison dans le débat sur le revenu d'existence. Le parallèle avec l'activité monétaire non marchande ci-dessus ne tient pas. Parce que celle-ci jouit d'une validation sociale *ex ante* du fait de la décision politique, par exemple, d'apprendre à lire et écrire à tous les enfants, et non pas d'un versement monétaire qui, lui, découle du travail productif. L'activité « libre » ne peut recevoir une telle validation collective *a priori* puisqu'elle est définie comme correspondant à un droit inconditionnel. Or, si on invente un nouveau droit, il faudra collectivement effectuer un travail validé pour le satisfaire.

---

<sup>1</sup> Voir J.-M. Harribey, *La richesse, la valeur et l'inestimable*, LLL, 2013.